

Le califat : un idéal islamique

« Quand l'islam arrive au pouvoir, le pays est perdu », avertissait Necla Kelek, une sociologue et critique de l'islam interviewée par la Neue Zürcher Zeitung en 2023. Où il est question de radicalisation, de menaces pour la démocratie et de l'espoir que caressent certains d'une prise de pouvoir par l'islam au travers d'un califat.

Dans la conception islamique, le califat est un système de gouvernement : c'est même la forme idéale d'organisation, avec à sa tête un calife – considéré comme un représentant d'Allah – qui réunit les croyants et fait appliquer la charia (loi islamique) dans son intégralité. De nombreux adeptes de l'islam aspirent au retour de ce régime, comme au temps de Mahomet. Au cours des dernières décennies, des tentatives de restaurer le califat ont fait naître des mouvements politiques et causé des conflits armés.

Le but du califat est de diffuser l'islam dans le monde pour y soumettre chaque peuple et chaque nation, avec la charia comme seule et unique source de droit légitime. Le califat a existé à toutes les époques entre le moment où Mahomet s'est installé à Médine et la fin de l'Empire ottoman en 1924. Et en 2014, Abou Bakr al-Baghdadi, le chef de l'État islamique (EI) proclamait le califat sur certaines parties de la Syrie et de l'Irak, s'imposant comme chef politique et religieux avant d'être tué en 2019.

Naissance du califat

Le califat en tant que concrétisation politique de l'islam est apparu après la mort de Mahomet (632 après J.-C.). Il se base sur le principe qu'un calife (de l'arabe *chalif* : successeur, représentant) doit diriger la communauté islamique (l'oumma) au niveau aussi bien politique que religieux. Les premiers califes, Abu Bakr, Omar, Uthman et Ali, nommés dans le monde musulman « les califes bien guidés » (*al-Khulafā' ar-Rāshidūn*), ont régné de 632 à 661 après J.-C. Ali était le gendre de Mahomet. Sous leur règne et à la suite de leurs conquêtes militaires, l'empire islamique s'est rapidement étendu de la péninsule arabique jusqu'à l'Afrique du Nord et à l'Asie centrale.

Mais différentes conceptions du califat s'opposaient. Dès la mort de Mahomet, la question de l'identité légitime du calife fut la cause de violents affrontements. C'est ce désaccord qui conduisit à la séparation de l'islam en deux branches principales : les sunnites et les chiites. Les premiers préconisent l'élection d'un calife par la communauté musulmane, tandis que les seconds n'acceptent comme successeur qu'un membre de la lignée de Mahomet (par son gendre Ali et sa descendance). Cette querelle divise le monde musulman encore aujourd'hui.

Omeyyades et Abbassides

Après les quatre premiers califes, le clan des Omeyyades qui régna de 661 à 750 transféra la capitale du califat de Médine à Damas et mit en place un empire centralisé. Une série de

conquêtes territoriales amena l'empire à sa taille maximale. Mais la pratique par cette dynastie d'une transmission héréditaire du pouvoir suscita de plus en plus de colère dans de nombreuses parties du monde islamique.

Les Omeyyades furent finalement renversés par les Abbassides en 750, qui firent de Bagdad la nouvelle capitale du califat. Mais dans cet immense empire difficile à gouverner, de plus en plus de seigneurs locaux réussissaient à conquérir leur indépendance : le califat se morcela et s'affaiblit à mesure que l'appareil étatique centralisé perdait de son pouvoir. L'invasion mongole en 1258 et la chute de Bagdad marquèrent la fin du pouvoir politique des Abbassides.

Effondrement et reconstruction

C'est Atatürk qui abolit définitivement le califat en faisant de la Turquie une république en 1924. La fin de l'Empire ottoman fut très mal vécue par de nombreux musulmans. C'est alors qu'Hassan al-Banna fonda en Egypte, en 1928, la confrérie des Frères musulmans qui aspire à un « renouveau » de l'islam au niveau politique et social et, à terme, au rétablissement du califat. Ce mouvement se développa rapidement jusqu'à devenir l'une des plus influentes organisations islamistes.

Ces dernières décennies, d'autres mouvements islamiques dans le monde se sont efforcés de faire renaître un califat : Al-Qaida et l'État islamique (EI) par la violence, tandis que d'autres comme le Hizb ut-Tahrir (« parti de la libération ») misent encore sur des moyens politiques. Ce dernier est actif dans de nombreux pays mais interdit notamment en Allemagne et dans certains pays d'Asie centrale où il figure sur la liste des menaces pour la sécurité nationale.

L'Europe et les appels au califat

Les appels à l'instauration d'un califat et à l'introduction de la charia se font de plus en plus véhéments en Europe. Des groupes radicaux et des partis islamiques diffusent ces idées par des manifestations, des campagnes politiques et la mise en place de réseaux islamiques. Ainsi, en 2023 et 2024, des milliers de militants ont battu le pavé dans les rues allemandes à l'appel du groupement Muslim Interaktiv fondé en 2020. Brandissant des slogans tels que « Allemagne = dictature des valeurs » et « Le califat est la solution », ils ont donné libre cours à leur rejet des valeurs occidentales. Selon les services de sécurité, ce mouvement est idéologiquement très proche du groupe extrémiste interdit Hizb ut-Tahrir.

Dans le même temps, on voit émerger partout en Europe des partis islamistes ayant pour but à long terme l'instauration d'un état islamique. Exemples : The Muslim Votum en Grande-Bretagne, DENK aux Pays-Bas ou le parti ISLAM en Belgique. Une partie de la jeunesse musulmane en particulier rejette la société occidentale et se cherche une appartenance, qu'elle trouve dans l'idéal du califat. Les services de sécurité s'inquiètent de l'intensification d'une propagande qui empêche l'intégration et aggrave les tensions. Dans ce contexte, l'idée d'un islam sans prétention à dominer le monde reste une illusion.

Pour toute question, veuillez contacter :

Futur CH
Zürcherstrasse 123
CH-8406 Winterthur

Tél. +41 (0) 21 624 97 07
E-Mail: futur-ch@zukunft-ch.ch
www.futur-ch.ch